



Comme les agents des centres de contacts, dès la rentrée, préparons la grève pour le pouvoir d'achat et stopper la destruction de nos emplois et du statut

Aggravation du sous-effectif

En cette fin d'année, la situation de sous-effectif généralisé dans nos services rend les conditions de travail particulièrement difficiles.

Mais la Direction Générale continue de tailler dans les effectifs ! -50 en 2019 dans notre département dont -24 C, -16 B et -5 A ! En 2020, 2021 et 2022, elle devrait en supprimer 200 par an si elle veut atteindre l'objectif du gouvernement de 30 000 suppressions à la DGFIP sur le quinquennat !

Cette situation est aggravée par les restructurations qui désorganisent les services : pertes de savoir-faire techniques, emplois transférés demeurant vacants.

Prélèvement à la source (PAS) : plus que jamais c'est non !

Le 2 janvier le prélèvement à la source va entrer en vigueur. L'afflux aux guichets, déjà observé en fin d'année, risque fort de s'amplifier.

Au moment où la question du pouvoir d'achat revient sur le devant de la scène, le net en bas de la fiche de paye va baisser. Sans parler des taux trop élevés, des avances de crédits d'impôts à l'État, des situations particulières complexes, des questions qui n'ont toujours pas de réponses, des bugs informatiques massifs, ... Les contribuables vont être tendus ...

Les agents auront toutes les raisons de l'être également ! À la situation de sous-effectif s'ajoute le manque de formation sur le PAS. De plus, beaucoup de questions restent sans réponse et certaines réponses sont floues.

Pour la hausse de notre pouvoir d'achat : plus que jamais c'est oui !

Les forces de police ont obtenu une revalorisation substantielle. À la DGFIP, la seule annonce d'une grève par les agents des centres de contact dès le 2 janvier a payé. Chaque agent C et B des centres percevra une majoration d'ACF de 699€ par an. Nous aussi sommes fondés à exiger une revalorisation immédiate.

Dans cette situation, nous disons unité des agents et de leurs organisations syndicales pour porter les revendications parmi lesquelles :

- **Pourvoi de tous les postes vacants ;**
- **Maintien des missions et notamment celles des SIP et donc arrêt du PAS ;**
- **Non aux 30 000 suppressions de postes, arrêt des restructurations ;**
- **1000€ minimum de revalorisation immédiate à valoir sur le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat par la hausse du point d'indice ;**
- **Non à la contre-réforme des retraites et à la casse de la sécu.**

Toutes les raisons de préparer la grève

La CGT appelle les agents à se réunir et à décider partout de leurs revendications et des moyens de les faire aboutir (pétitions, délégations, etc.). **Elle appelle les collègues à réfléchir : est-il possible, comme dans les centres de contact, d'envisager un mouvement de grève à cette étape ? Discutons-en.** Le syndicat national CGT Finances Publiques en commun avec Solidaires Finances Publiques a déposé un préavis de grève couvrant la période jusqu'au 31 mars.

La CGT se tient au côté des agents pour aider à la mobilisation. Contactez-nous.